



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

**FAITES
VIVRE L'ANTI-
CAPITALISME
CAMPAGNE
FINANCIERE 2014**

Association de financement « NPA association »
1 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA.

CC

**CONTRE
L'AUSTÉRITÉ**

**1 MILLION D'€
POUR
LE NPA**

npa2009.org/souscription

PRENDRE CONTACT

NPA - 2 rue Richard Lenoir -
93 100 Montreuil
ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Tel :

...../...../...../...../.....

Mail:.....

@.....

CONTRE LE PACTE DE RESPONSABILITÉ MARDI 18 MARS EN GRÈVE ET DANS LA RUE

Gattaz l'avait annoncé: il n'y aura pas de contreparties aux cadeaux au patronat annoncés par Hollande lors de ses vœux 2014. Le gouvernement se couche devant le Medef et les directions syndicales CFTD- CFE-CGC et CFTC donnent leur approbation sans honte.

Un Pacte totalement inacceptable

La principale disposition du Pacte de responsabilité devait être la suppression des cotisations des entreprises à la branche famille de la Sécurité Sociale, soit 30 milliards d'€uros avec l'ouverture d'une négociation sur «des contreparties claires, précises, mesurables, vérifiables... des emplois prioritairement pour les jeunes et les seniors».

La négociation sur les «contreparties» fut une sinistre farce. Les directions des confédérations CFTD, CFTC, CGC ont signé avec le Medef un «relevé de conclusions» qui prévoit «d'ouvrir des discussions en vue d'aboutir à un relevé de conclusions signé, ou des négociations en vue d'aboutir à un accord, précisant des objectifs quantitatifs et qualitatifs en termes d'emploi». C'est-à-dire aucun engagement.

Le gouvernement passerait en force devant le Parlement avec une «question de confiance» fin avril. Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), cadeau de 20 milliards d'€uros aux entreprises serait maintenu ainsi que la baisse de 50 milliards en 3 ans des dépenses publiques. 10 milliards d'€uros d'exonérations de la part patronale des cotisations sociales s'ajouteraient au CICE et concerneraient la quasi-totalité des cotisations de Sécurité sociale. Ainsi étendues, dès 2015, aux salaires jusqu'à 2,1 SMIC (3030 €uros), cela permettrait aux employeurs de ne plus avoir à verser la part patronale, pour 90 % des salariéEs entraînant, à terme, l'assèchement total des cotisations sociales.

Se mobiliser pour gagner

La riposte doit être à la hauteur de l'attaque. Mais nous devons tirer les leçons des mobilisations sur les retraites, où les journées d'action successives et éclatées dans le temps n'ont pas permis de gagner. Le fait que les attaques soient portées par un gouvernement de gauche avec le soutien d'une partie des directions syndicales constitue une difficulté supplémentaire.

Cette mobilisation devra s'appuyer sur l'ensemble du mouvement social, syndical, associatif, politique, sur celles et ceux qui refusent toute la logique du Pacte de responsabilité et sont décidéEs à affronter le patronat et le gouvernement. Seul le blocage de l'activité économique pourra faire reculer le pouvoir et les possédants et nous devons fixer comme objectif la grève générale.

La journée de grève et de manifestations du 18 mars à l'appel de CGT, FO, FSU, Solidaires constitue une première étape, même si l'appel ne réclame pas clairement le retrait du Pacte et la fin du dialogue social. La journée de «révolte de gauche» prévue le 12 avril doit s'ancre dans cette journée et être l'étape suivante contre un gouvernement qui n'obéit qu'à la droite et au Medef tout en renforçant l'extrême-droite.

Mettons tout en œuvre pour que le 18 mars, les débrayages, les grèves soient nombreux, les cortèges massifs et combatifs, pour que cette journée soit le point de départ d'un élargissement de la mobilisation.